

Médecins Sans Frontières doit-elle rejoindre la lutte contre le réchauffement climatique ?

Fabrice Weissman • Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires
(CRASH/MSF)

Notre numéro sur le changement climatique a manifestement nourri le débat au sein du mouvement Médecins Sans Frontières. Suite à un article co-écrit par des membres des sections suisse et canadienne, Fabrice Weissman a développé une analyse critique des arguments de ses collègues. Une analyse qui pourrait bien être utile au mouvement tout entier, et au milieu humanitaire dans son ensemble.

Comme l'illustre la livraison de juillet 2019 de la revue *Alternatives Humanitaires*¹, un nombre croissant d'organisations humanitaires s'engagent dans la lutte contre le réchauffement climatique. Au sein de Médecins Sans Frontières (MSF), nombreux sont les volontaires et les dirigeants qui souhaitent que l'association participe également à ce combat. Certains ont déjà franchi le pas. En amont du sommet des Nations unies sur le climat du 23 septembre 2019, la directrice générale de MSF-USA a signé un appel aux « gouvernements et aux industries polluantes à agir immédiatement pour couper les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement global », car « nous sommes témoins directs de la manière dont les facteurs environnementaux aggravent les crises humanitaires² ». MSF est par ailleurs associée aux travaux du groupe de recherche Lancet Countdown : Tracking Progress on Health and Climate Change³. En novembre 2018, elle a publié l'enquête *Climate Change and Health: an urgent new frontier for humanitarianism* demandant à ce que « les émissions de gaz à effet de serre soient urgemment ramenées à des niveaux compatibles avec l'accord de Paris sur le climat⁴ » en raison « de l'impact sur la santé du changement climatique ».

¹ Dossier/Focus « Changement climatique : comprendre, anticiper, s'adapter », *Alternatives Humanitaires*, n° 11, juillet 2019, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/numero-11-juillet-2019>

² « En effet, nous constatons de nos propres yeux la manière dont les facteurs environnementaux aggravent les crises humanitaires. [...] Nous sommes face à une crise climatique avec des répercussions dévastatrices sur la santé et sur les besoins humanitaires à l'échelle mondiale. [...] Même si nous devons tous assumer notre part, les gouvernements et les industries polluantes doivent aussi agir pour réduire radicalement leurs émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement climatique. Ils ont aussi le devoir de venir en aide aux personnes les plus affectées par les changements climatiques. Il est clair que les prévisions désastreuses dépassent largement les capacités du secteur humanitaire déjà fortement sollicité » : Avril Benoit, « Urgence climatique : les humanitaires appellent à l'action », *MSF*, 23 septembre 2019, <https://www.medicinssansfrontieres.ca/article/urgence-climatique-les-humanitaires-appellent-a-l'action>

³ Voir le site www.lancetcountdown.org

⁴ « en vue de mettre en évidence les conséquences sanitaires dramatiques qui se manifestent déjà, ainsi que les niveaux dangereux des besoins humanitaires probables les émissions de gaz à effet de serre soient de toute urgence ramenées à des niveaux compatibles avec l'accord de Paris sur le climat » : *Climate Change and Health: an urgent new frontier for humanitarianism*, November 2018, https://storage.googleapis.com/lancet-countdown/2019/10/2018-lancet-countdown-policy-brief-msf_0.pdf

Les arguments en faveur de ces prises de position ont été développés par plusieurs membres de MSF dans l'un des articles publiés l'été dernier par *Alternatives Humanitaires*⁵. Dans leur conclusion, les auteurs mettent en avant le péril auquel se trouverait exposé MSF et le « sans-frontiérisme » du fait de la montée des préoccupations environnementales dans le débat public. Si MSF veut conserver sa « légitimité » et sa « base sociale » notamment auprès « des jeunes générations », si elle veut rester concurrentielle sur le marché des idées et de la solidarité, elle doit « intégrer de manière plus centrale la crise écologique au cœur de sa mission sociale et de son positionnement public ». Ce recentrage serait d'autant plus légitime que la cause humanitaire et la cause écologique se recoupent : la dégradation de que l'environnement serait à l'origine d'une dégradation dramatique de la sécurité et de la santé des plus démunis – « un déclencheur et un multiplicateur de besoins humanitaires ». À ce titre, les auteurs engagent MSF à prendre trois orientations : limiter sa propre empreinte écologique ; anticiper et se préparer aux conséquences sanitaires du réchauffement climatique ; et s'attaquer aux causes de la catastrophe attribuée à la non-application des dispositions de l'accord de Paris sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette position, commune à de nombreuses ONG humanitaires, est en grande partie discutable.

À quel titre les organisations humanitaires doivent-elles s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique ?

En premier lieu, on peut douter que la montée des préoccupations environnementales constitue une menace existentielle pour les organisations humanitaires. Quand bien même ce serait le cas, il ne s'agirait pas d'une raison suffisante pour revoir leur mission sociale et l'adapter aux attentes supposées des « jeunes générations » : les ONG françaises devraient-elles abandonner leurs programmes d'aide aux migrants au motif qu'ils sont en décalage avec les aspirations dominantes des sociétés européennes ? La question de l'engagement dans la lutte pour l'environnement n'est pas un enjeu de survie institutionnelle, mais de choix politique au même titre que l'engagement des ONG humanitaires dans d'autres « grandes causes » : la lutte pour les droits de l'Homme, la paix, la démocratie, la justice internationale, le droit humanitaire, etc.

Les auteurs du papier justifient l'engagement de MSF dans la cause environnementale au nom des « impacts humanitaires du changement climatique » : risques de conflits, d'exclusion sociale, de tensions sur la gestion de l'eau, de migrations, d'urbanisation rapide, de développement de maladies infectieuses, d'événements climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, ouragans...), d'insécurité alimentaire et de malnutrition, de déplacements massifs de populations et de migrations, etc. Ces phénomènes sont présentés comme autant de conséquences directes du changement climatique, aussi prévisibles que l'augmentation des températures moyennes à la surface du globe, et justifiant à ce titre la mise en place de plans de contingence.

Peut-on mesurer et prédire l'impact du changement climatique sur la santé ?

Si le réchauffement climatique et son origine humaine ne font aucun doute, les projections sur ses conséquences sont marquées par un haut degré d'incertitude. Cela tient en premier lieu à la difficulté à prédire comment le réchauffement global de l'atmosphère modifie et modifiera le

⁵ Bruno Jochum *et al.*, « La question des choix à l'heure de l'urgence climatique », *Alternatives Humanitaires*, n° 11, juillet 2019, p. 44-63, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/07/18/la-question-des-choix-a-lheure-de-lurgence-climatique>

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

climat aux échelles locales. Seules les tendances liées à l'augmentation des températures moyennes à l'échelle du globe reposent sur des modèles solides et concordants qui, selon les scénarios anticipent une augmentation comprise entre 1,5 et 6 °C d'ici la fin du siècle⁶. Ces modèles « ne simulent de façon précise que les changements et évolutions globales, à l'échelle des grands systèmes de la circulation atmosphérique », explique Claude Kergomard, directeur du département de Géographie de l'École normale supérieure⁷. Les modèles biophysiques sont trop incertains pour approcher les effets du réchauffement sur l'hydrologie et les événements extrêmes aux échelles locales ou régionales⁸. S'agissant des précipitations, « l'évolution des éléments du bilan hydrique (précipitations, écoulement, réserve en eau des sols) comporte une part d'incertitude très importante, en raison de la difficulté à représenter physiquement l'ensemble des processus qui leur sont associés, tels que le développement des nuages et les échanges précis entre l'atmosphère et les surfaces océaniques ou continentales ». Ainsi, expliquent les professeurs Dessler et Parson, auteurs d'un ouvrage de synthèse sur la question⁹ : « Il est particulièrement difficile de faire des projections sur les précipitations à l'échelle régionale en raison de leurs grandes variations sur de courtes distances. De petits changements dans le trajet des orages peuvent changer radicalement la distribution spatiale et saisonnière des précipitations. »

De même, l'impact du réchauffement climatique sur la fréquence et l'ampleur des phénomènes extrêmes (vagues de chaleur ou vagues de froid, cyclones tropicaux et tempêtes, pluies intenses, sécheresses) est encore difficile à cerner. La modélisation de ces événements reste un défi, du fait notamment de leur rareté et de leur singularité qui font obstacle à l'établissement de statistiques significatives. Les chercheurs (y compris ceux du GIEC) se refusent à ce jour à établir un lien de causalité entre, par exemple, l'augmentation de la fréquence des cyclones dans l'Atlantique depuis 1970 et le réchauffement climatique depuis un siècle¹⁰.

La deuxième source d'incertitude tient à la difficulté à évaluer comment les systèmes naturels et les sociétés humaines réagissent et réagiront aux modifications du climat. Contrairement aux prédictions de certaines modélisations et aux hypothèses du rapport Stern¹¹, aucune corrélation probante entre le changement climatique et l'évolution géographique des zones impaludées n'a pu

⁶ Il s'agit de scénarios conservateurs qui ne tiennent pas compte de possibles bifurcations radicales liées à des interactions imprévisibles susceptibles d'entraîner des catastrophes brutales et incontrôlables. Voir Claude Kergomard, « Changement climatique : certitudes, incertitudes et controverses », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 12 | 2012, 1er janvier 2014, <http://journals.openedition.org/tem/1424>

⁷ *Ibid.*

⁸ « Pour décrire les impacts climatiques réels il faut donc prévoir des changements climatiques pour des régions et des saisons spécifiques. Il faut également prévoir non seulement la température, mais aussi d'autres caractéristiques du climat, en particulier les précipitations. Et il faut prévoir non seulement les changements dans les valeurs moyennes annuelles, mais aussi les changements dans leur cycle saisonnier, leur variabilité et leurs extrêmes. Ces exigences posent des défis importants pour la modélisation et projection climatique. À mesure que les projections évoluent de la moyenne mondiale vers des régions plus petites, elles bénéficient moins de l'annulation des erreurs à une moindre échelle, de sorte que les erreurs de prévision deviennent plus importantes », *ibid.*

⁹ Voir Andrew E. Dessler and Edward A. Parson, "Human-Induced Climate Change: Present Scientific Knowledge and Uncertainties", in *The Science and Politics of Global Climate Change. A Guide to the Debate*, 3rd Edition, Cambridge University Press, 2019, p.65-112.

¹⁰ Le cinquième rapport du GIEC a mis en évidence la complexité des facteurs qui peuvent influencer sur le développement et le cycle de vie des cyclones tropicaux, mais aucune conclusion définitive n'a pu être tirée. Voir www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/impacts-du-changement-climatique-sur-les-phenomenes-hydrometeorologiques/changement-climatique-et-cyclones

¹¹ Wikipédia : « Le rapport Stern sur l'économie du changement climatique (en anglais Stern Review on the Economics of Climate Change) est un compte rendu sur l'effet du changement climatique et du réchauffement global sur la planète rédigé par l'économiste Nicholas Stern pour le gouvernement du Royaume-Uni. Publié le 30 octobre 2006, ce rapport de plus de 700 pages est le premier rapport financé par un gouvernement sur le réchauffement climatique mené par un économiste et non par un climatologue. »

être établie¹². Des études suggèrent que l'augmentation des températures diurnes et nocturnes en Afrique et en Asie y réduira substantiellement le potentiel de transmission du *Plasmodium falciparum* par *Anopheles gambiae* et *Anopheles stephensi*¹³. De fait, les experts du GIEC estiment que « les changements climatiques auront des conséquences mixtes, comme la croissance ou la décroissance de l'extension et du potentiel de transmission du paludisme en Afrique¹⁴ ». Dans leur 5^e rapport, ils jugent que les effets négatifs du changement climatique sur la transmission du paludisme seront annihilés par les progrès de la lutte contre la maladie.

Il est tout aussi difficile, estiment les experts du GIEC, de faire des projections sur l'impact humain des catastrophes naturelles. S'ils jugent par exemple que les inondations seront plus fréquentes et dévastatrices, du fait notamment de l'urbanisation de plaines inondables, ils s'attendent à ce que leur létalité diminue :

« Par exemple, environ 500 000 personnes ont trouvé la mort lorsque le cyclone Bhola (catégorie 3) s'abattit sur le Pakistan oriental (aujourd'hui Bangladesh) en 1970 [...]. En 1991, un cyclone d'une intensité similaire a causé environ 140 000 morts. En novembre 2007, le Cyclone Sidr (catégorie 4) a causé environ 3 400 morts. La population avait augmenté de plus de 30 millions de personnes dans l'intervalle [...]. Le Bangladesh a atteint cette réduction remarquable de la mortalité grâce à la collaboration efficace entre les organisations gouvernementales et non-gouvernementales et les communautés locales¹⁵. »

Fréquemment citée à l'appui des prévisions les plus pessimistes, la région du lac Tchad est une bonne illustration des difficultés à prédire les conséquences du changement climatique sur les conditions météorologiques locales, les écosystèmes et les sociétés humaines. Le lac Tchad a vu sa surface régresser de près de 90 % entre les années 1960 et 1980. Si cet assèchement a profondément transformé la vie économique et politique des sociétés lacustres, « la diminution des eaux et le passage à une configuration en petits lacs ont libéré des terres fertiles, ce qui a permis le développement d'une activité agricole pour des populations qui ont appris à exploiter cette surface », souligne par exemple le géographe Christian Seignobos¹⁶. Depuis les années 1990, le phénomène s'est inversé : la superficie du lac augmente¹⁷. Les modèles météorologiques pour cette région sont fortement discordants et ne permettent pas de prédire si le changement climatique s'accompagnera d'une diminution ou d'une augmentation de la pluviométrie et de la

¹² Peter W. Gething *et al.*, "Climate Change and the Global Malaria Recession", *Nature*, 465, May 2010, p.342-345, https://www.nature.com/articles/nature09098?fbclid=IwAR3Dyc0pmruI8k9UtDEybNkWL0WAKxBRxPfik1SFtKBOVdF9tg_oIUzTt50#Abs3

¹³ C. C. Murdock, E. D. Sternberg and M. B. Thomas, "Malaria transmission potential could be reduced with current and future climate change", *Scientific Reports*, 6, Article number: 27771, 21 June 2016, <https://www.nature.com/articles/srep27771>

¹⁴ « Contribution du Groupe de travail II au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat », <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/ar4-wg2-spm-fr.pdf>, p. 8. Le rapport poursuit : « L'équilibre entre les effets positifs et négatifs sur la santé variera d'une région à l'autre et se modifiera à mesure que les températures continueront de monter. »

¹⁵ Smith, K.R., A. Woodward, D. Campbell-Lendrum, D.D. Chadee, Y. Honda, Q. Liu, J.M. Olwoch, B. Revich, and R. Sauerborn, "Human health: impacts, adaptation, and co-benefits", *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L. White (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, 2014, p.733.

¹⁶ Romain Gras, « Assèchement du lac Tchad : le retour du projet Transaqua fait polémique », *Jeune Afrique*, 1^{er} mars 2018, <https://www.jeuneafrique.com/537309/societe/assechement-du-lac-tchad-le-retour-du-projet-transaqua-fait-polemique>

¹⁷ Romain Mielcarek, « Pas de preuve de menace du réchauffement climatique pour le lac Tchad », *RFI*, 4 avril 2014, www.rfi.fr/afrique/20140404-lac-tchad-menace-rechauffement-climatique-geraud-magrin-ird

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

surface du lac¹⁸. Quant à l'influence des pluies sur les conflits du bassin du lac Tchad et plus généralement sur la vie politique, sociale et économique des populations locales, elle est *a fortiori* impossible à prédire. De nombreux chercheurs rappellent qu'il n'existe aucune corrélation directe entre raréfaction des ressources et violences politiques et qu'en tout état de cause les politiques agricoles et sécuritaires des gouvernements sahéliens (et notamment le sacrifice des populations nomades dans les projets de développement des dernières décennies) ont eu un impact beaucoup plus déterminant sur la violence au Sahel que le changement climatique¹⁹. L'impact de ce dernier sur les mouvements de population est tout aussi spéculatif soulignent d'autres chercheurs qui critiquent la notion de « réfugié climatique²⁰ ».

En résumé, expliquent les politistes Yann Bérard et Daniel Compagnon²¹ : « Malgré la certitude acquise sur la réalité du réchauffement et son origine principalement anthropique, la science du climat demeure néanmoins incertaine dans ses projections, parce que dépendante non seulement de l'imperfection de ses outils de mesure et de modélisation, mais aussi des nombreuses hypothèses sur la façon dont les systèmes tant naturels que sociaux seraient susceptibles de faire face à ce défi. »

Entendons-nous bien. Si les conséquences *locales* du réchauffement de l'atmosphère sur le climat, les écosystèmes et les sociétés humaines sont difficiles à prédire, il ne fait aucun doute que ce réchauffement est porteur de graves menaces sur les sociétés humaines. L'augmentation du niveau moyen des mers (de 26 à 98 cm le long des côtes d'ici 2 100), l'acidification des océans, la modification de la répartition des ressources en eau et la transformation rapide des écosystèmes ont et auront des effets néfastes (directs et indirects) sur la distribution des maladies et sur la santé. Mais aussi graves soient-ils, ces effets sont à ce jour non mesurables et imprévisibles.

Cette limite est parfaitement assumée et expliquée dans les rapports du GIEC. Ces derniers soulignent qu'il existe très peu d'études épidémiologiques documentant l'impact du changement climatique sur la santé en raison de la lenteur du phénomène (le changement climatique se mesure en décennies) et de l'impossibilité d'isoler l'impact des variables climatiques parmi la pluralité de facteurs influant sur la santé :

« Des études rigoureuses nécessitent non seulement des séries de données sur le climat et l'incidence de maladies portant sur une longue période, mais aussi des informations sur les autres facteurs de causalité avérés ou potentiels, associées à une analyse statistique permettant d'attribuer les changements des états de santé aux divers facteurs qui contribuent à cette situation. Lorsque des risques sont identifiés, les organismes de santé ont le mandat d'intervenir immédiatement, faussant les analyses menées à long terme²² ».

¹⁸ Selon Géraud Magrin, chercheur au Cirad, « les modèles qui analysent la manière dont le changement climatique aura des effets sur la pluviométrie en Afrique de l'Ouest et centrale ne sont pas concordants. Il y a des parties du monde où ce type de modèle est fortement concordant, dans cette partie de l'Afrique, ce n'est pas le cas. Donc scientifiquement, aujourd'hui, on ne peut pas dire si le réchauffement climatique se traduira par davantage de pluviométrie sur le bassin amont du lac Tchad et donc davantage d'eau dans le lac Tchad ; ou par une baisse de l'eau dans le lac. Nous ne sommes pas capables de le dire. Il n'y a aucune certitude », *ibid.*

¹⁹ Voir par exemple Tor A. Benjaminsen, « Changements climatiques et conflits au Sahel », in Denis Gautier et al., *Environnement, discours et pouvoir*, Quæ, 2012, p. 181-200.

²⁰ À ce sujet, voir notamment la chronique de l'historien Jean-Baptiste Fressoz : « Pour les spécialistes, la notion de "réfugié climatique" est tout simplement une mauvaise notion », *Le Monde*, 2 octobre 2019, https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/10/02/jean-baptiste-fressoz-pour-les-specialistes-la-notion-de-refugie-climatique-est-tout-simplement-une-mauvaise-notion_6013853_3232.html

²¹ Yann Bérard et Daniel Compagnon, « Politiques du changement climatique : des controverses scientifiques à l'action publique », *Critique internationale*, n° 62, janvier-mars 2014.

²² *AR5 Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability, IPCC's Fifth Assessment Report (WGII AR5)*, 2014, p.720.

Les nombreuses incertitudes sur la façon dont le changement climatique affectera la santé des hommes invite à se concentrer sur les problèmes sanitaires actuels, soulignent les experts du GIEC. À la question « quelle est la stratégie d'adaptation la plus importante pour réduire les impacts sur la santé du changement climatique ? », ils répondent :

« L'état de santé actuel d'une population est peut-être l'indicateur prédictif le plus important des impacts futurs du changement climatique sur la santé et des coûts de l'adaptation... Dans un avenir immédiat, accélérer les interventions de santé publique et médicales pour réduire la charge actuelle de la maladie, en particulier les maladies dans les pays pauvres liées aux conditions climatiques, est la mesure la plus importante qui peut être prise pour réduire les impacts du changement climatique sur la santé²³. »

Quelle réponse sociale et politique au dérèglement du climat les organisations humanitaires doivent-elles encourager ?

À rebours de la rigueur méthodologique du GIEC, nos collègues proposent d'engager MSF dans une démarche militante visant à « témoigner des conséquences humanitaires des urgences climatiques » en « [validant] l'existence d'un lien causal entre le changement climatique et les désastres observés²⁴ ». Ce recours instrumental à l'épidémiologie permettrait de rallier des soutiens politiques et sociaux en présentant la lutte pour le climat comme un enjeu de santé publique. Ainsi, expliquent-ils dans leur contribution au *Lancet Countdown* :

« Il est prouvé que présenter le changement climatique comme un problème de santé est un moyen efficace de motiver l'action, et que les professionnels de santé font partie des sources d'information bénéficiant du plus grand capital de confiance au monde. Les humanitaires ont donc le potentiel d'amplifier la réponse sociale au changement climatique en montrant de manière incontestable que celui-ci est un problème de santé humaine. »

Quelle réponse sociale s'agirait-il d'encourager ? Les auteurs estiment qu'il y a consensus sur la manière de lutter contre le réchauffement climatique : « appliquer l'accord de Paris sur le climat et stabiliser la température à un niveau bien en dessous de 2 °C [ce qui implique d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle planétaire avant 2 050]. Une telle ambition exige, selon eux, « une transformation radicale des pratiques et surtout le respect d'un calendrier d'action sur deux à trois décennies [...] par tout État, toute collectivité, toute entreprise, toute organisation ou tout individu ».

Nos collègues affirment par ailleurs que ces mesures seront probablement inutiles puisque « d'ici une vingtaine d'années – un réchauffement de 1,5 à 2 °C est inévitable, quelles que soient les mesures prises ». Leur proposition est donc d'utiliser le capital de confiance de MSF pour encourager la mise en œuvre totale de mesures radicales destinées à atteindre un objectif inatteignable. Ce dernier est d'ailleurs contesté par une partie des experts et des militants qui préconisent de se fixer des ambitions plus réalistes (et de substituer à l'indicateur abstrait de la

²³ *Ibid.*, p. 742.

²⁴ B. Jochum *et al.*, « La question des choix... », art. cit.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

température moyenne de l'atmosphère une série de mesures plus concrètes sur l'état de santé de la planète)²⁵.

De fait, atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 suppose que les pays riches (à l'origine de 60 % des émissions annuelles) réduisent leurs émissions de 75 % en moins de quarante ans. En l'absence d'innovation technico-scientifique révolutionnaire (la maîtrise de la fusion nucléaire par exemple ?), atteindre cet objectif nécessite un changement radical des comportements individuels et collectifs en matière de consommation énergétique dans le domaine du transport, de l'habitat, des secteurs tertiaires et agroalimentaires – et en matière de contrôle des naissances.

Selon une étude publiée en 2017 par des scientifiques canadien et suédois, la mesure individuelle de loin la plus importante pour lutter contre le réchauffement climatique serait d'encourager la population des pays industrialisés à avoir un enfant de moins²⁶. Cette recommandation est prise au sérieux par des réseaux militants en France et aux États-Unis, notamment ceux dont les membres pratiquent une *Green Inclination No Kids Policy* par conviction écologique²⁷. (Cette politique devrait-elle figurer dans la charge de comportement éthique des volontaires humanitaires ?)

Plus généralement, dans une tribune publiée dans *Le Monde* en octobre 2018, un collectif de scientifiques, d'intellectuels et de démographes²⁸ déplore que la croissance démographique soit la grande absente du débat sur le dérèglement climatique alors qu'une « réduction importante de l'accroissement de la population mondiale » serait tout aussi nécessaire que la transition énergétique pour lutter contre le réchauffement (une position également partagée par UNFPA²⁹). Même si elle se ralentit, la croissance de la population humaine reste vertigineuse : 2,6 milliards d'êtres humains en 1950, 7,6 milliards aujourd'hui, 9,8 en 2050 et 11,2 à la fin du siècle selon les projections de l'ONU. Bien que les pays connaissant la plus forte croissance démographique sont ceux dont l'impact carbone par habitant est à ce jour le moins élevé, « les effets combinés de l'augmentation de la population et de la consommation par habitant dans les pays en voie de développement » doivent impérativement être pris en compte, soutiennent ces scientifiques. Ils poursuivent :

« Pour éviter la catastrophe il faudra donc, et avant tout dans les pays développés, réduire fortement nos émissions de gaz à effet de serre : c'est la transition énergétique. Mais on ne pourra pas faire l'impasse sur une réduction importante de l'accroissement de la population mondiale : c'est la transition démographique, non achevée dans bien des régions du monde³⁰. »

²⁵ David G. Victor and Charles F. Kennel, "Climate policy: Ditch the 2 °C warming goal", *Nature*, 514, 2 October 2014, p.30-31, https://www.nature.com/news/climate-policy-ditch-the-2-c-warming-goal-1.16018#xd_co_f=MmZmZWIXMDIyYTA3N2FiMWI5MDE1NzcxMTk0MzM2MDg=~

²⁶ Seth Wynes and Kimberly A. Nicholas, "The climate mitigation gap: education and government recommendations miss the most effective individual actions", *Environmental Research Letters*, 12, 2017, <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aa7541/pdf>

²⁷ Marylou Magal, « Faire moins d'enfants, le geste écolo ultime », *Le Point*, 18 septembre 2018, https://www.lepoint.fr/societe/faire-moins-d-enfants-le-geste-ecolo-ultime-18-09-2018-2252243_23.php

²⁸ « Climat : "Freiner la croissance de la population est une nécessité absolue" », *Le Monde*, 9 octobre 2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/10/09/freiner-la-croissance-de-la-population-est-une-neeessite-absolue_5366580_3232.html

²⁹ UNFPA, État de la population mondiale 2009, <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/frenchswop09.pdf>

³⁰ Sur la question de la démographie, voir notre dossier « Démographie : des chiffres et des maux », *Alternatives Humanitaires*, n° 12, novembre 2019, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/numero-12-novembre-2019> [NDLR].

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Cette mesure de lutte contre le réchauffement climatique entre en contradiction avec notre mission sociale et nos activités, notamment en direction de la petite enfance, qui contribuent à l'expansion démographique sans préoccupation pour ses effets supposés sur l'environnement. De fait, comme le souligne Rony Brauman dans un entretien de 2014 avec Bruno Rebelle, ancien dirigeant de Greenpeace, il existe une tension entre l'action humanitaire qui s'inscrit dans le présent, et l'engagement écologique préoccupé par l'avenir :

« Par nature, l'action environnementale, disons écologiste, s'inscrit dans un temps long, celui de l'anticipation : les constats d'aujourd'hui sont, d'une certaine manière, construits en fonction du retentissement qu'ils auront dans le futur. L'humanitaire, lui, s'intéresse "à l'ici et au maintenant", à la préservation de la vie, en s'émancipant de la nécessité pourtant bien réelle d'apprécier les conséquences ultérieures. [...] Cela crée une tension entre l'action humanitaire et "la vie durable" en général, sans même parler de préoccupations environnementales. Si la plupart des ONG humanitaires, comme Médecins Sans Frontières, ont fait le choix du sauvetage immédiat des hommes, c'est au nom d'une sorte de séparation des tâches : elle a ses mérites – il faut être conscient de nos limites –, mais aussi ses contradictions puisqu'elle conduit à être indifférent aux dégâts auxquels nous contribuons et qui sont gravissimes pour les gens qui en subissent les conséquences³¹. »

Que signifie : « Avant tout ne pas nuire (au climat) » ?

La dernière orientation préconisée par nos collègues est précisément de « limiter notre empreinte environnementale ». Deux pistes sont envisagées : la réduction de nos émissions de CO₂, en provenance en particulier du transport de personnes, de l'approvisionnement des missions et de la consommation énergétique des bâtiments ; et « réduire notre empreinte sur les autres "limites planétaires", liées à la dégradation des sols, de l'eau et des écosystèmes et induites par la production de déchets plastiques, chimiques et organiques dans le cadre de programmes humanitaires ». Pour autant, si nos collègues nous invitent à faire preuve de « sobriété volontaire », ils ajoutent que ces ajustements écoresponsables devront être « progressifs » et ne « jamais [se faire] au détriment de l'efficacité nécessaire pour remplir la mission sociale ».

À la différence des deux autres orientations marquées par une forme de démesure (prédire et anticiper les événements climatiques extrêmes et autres conséquences du réchauffement climatique ; lutter contre ses causes), force est de constater que la prudence caractérise l'engagement de MSF à réduire sa propre empreinte environnementale. On soulignera par exemple la quasi-absence de réflexion sur notre croissance, implicitement considérée comme un bien en soi. Principal poste de production de carbone avec le transport, le recrutement de nouveaux donateurs par *mailing* n'est pas évoqué. Les seules pistes envisagées pour réduire l'empreinte environnementale de MSF puisent au cœur de l'idéologie néolibérale et technoscientifique pourtant décrite comme la cause première du désastre : « optimisation », « recherche de synergies entre activités existantes », « efficacité », « innovation et simplification technique ». Bref, nous sommes bien loin de la révolution exigée du reste du monde pour parvenir à la neutralité carbone – qui serait une révolution de « l'autolimitation » nécessitant de rompre avec « l'imaginaire capitaliste d'une expansion illimitée » pour reprendre les termes de

³¹ Rony Brauman *et al.*, « Le Politique, chaînon manquant entre humanitaires et environnementalistes ? », *Humanitaire*, 38, 2014, p. 32-43, <https://journals.openedition.org/humanitaire/2957>

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Castoriadis³². Tant que « l'efficacité nécessaire pour remplir notre mission sociale » sera synonyme de « toujours plus, toujours plus gros » pour être « à la hauteur des besoins » (par définition infinis), notre engagement à la « sobriété volontaire » se limitera à du *green washing*.

La critique des positions défendues par nos collègues n'enlève rien au bien-fondé de leur démarche : inviter MSF et les ONG humanitaires à réfléchir sur leur positionnement à l'égard d'un sujet de société devenu incontournable, la dégradation de l'environnement. Reste que je suis en profond désaccord avec les deux orientations principales qu'ils préconisent : étendre la mission sociale de MSF à la lutte contre le réchauffement climatique en raison de son impact sur la santé et la sécurité des plus démunis ; et s'efforcer d'anticiper les crises à venir grâce à la science. Au risque de me répéter, si la science est capable de prédire l'évolution globale des températures à l'échelle du globe et ses macro-effets (fonte des glaces de mer et des glaciers, augmentation du niveau des mers, acidification des océans, etc.), elle n'est pas capable de prédire comment les écosystèmes et les hommes s'adapteront à ces changements ni quels impacts ils auront sur la santé humaine. Gardons-nous de scénarios à 10-20-50 ans, pour rester réactifs aux crises telles qu'elles se présenteront et quel que soit leur lien avec le réchauffement de la planète ! Et interrogeons-nous, lorsque c'est justifié, sur les déterminants environnementaux de la santé, sans privilégier *a priori* la question du climat (comme MSF l'a fait par exemple au Nigeria avec les intoxications aux métaux lourds liés à l'orpaillage, ou la recherche de facteurs de risques environnementaux susceptibles d'expliquer la fréquence anormalement élevée de prééclampsies dans d'autres régions du pays).

Il me semble en revanche que MSF doit indéniablement s'interroger sur son rôle de « pollueur » sans se limiter à la question du réchauffement climatique³³ et sans faire l'impasse sur la question clé de sa propre croissance. Le minimum serait de faire un audit des pratiques de l'association afin de les situer au regard des normes environnementales en vigueur, ne serait-ce que les normes internationales incitatives comme celles de la famille ISO 14 000³⁴. Face aux enjeux du changement climatique, MSF et les ONG humanitaires font plus partie du problème que de la solution.

Biographie • Fabrice Weissman

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Fabrice Weissman a rejoint *Médecins Sans Frontières* en 1995. Logisticien puis chef de mission, il a travaillé plusieurs années en Afrique subsaharienne (Soudan, Érythrée, Éthiopie, Libéria, Sierra Leone, Guinée, etc.), au Kosovo, au Sri Lanka et plus récemment en Syrie. Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages collectifs sur l'action humanitaire dont *À l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire* (Flammarion, 2003), *Agir à tout prix ? Négociations humanitaires, l'expérience de Médecins Sans Frontières* (La Découverte, 2011) et *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques* (Éditions du CNRS, 2016). Il est directeur d'études au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH).

³² « Grand texte : Cornelius Castoriadis "L'écologie est essentiellement politique" », *L'Inactuelle*, 30 avril 2019, <https://linactuelle.fr/index.php/2019/04/30/cornelius-castoriadis-ecologie-politique>

³³ Les logisticiens d'OCF proposent déjà plusieurs pistes en lien avec la gestion des déchets et nos politiques d'approvisionnement.

³⁴ Voir la famille de normes ISO 14000 : <https://www.iso.org/fr/iso-14001-environmental-management.html> et la définition de la norme ISO 14001 : <https://youmatter.world/fr/definition/norme-iso-14001-definition>

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Fabrice Weissman, « Médecins Sans Frontières doit-elle rejoindre la lutte contre le réchauffement climatique ? », Alternatives Humanitaires, n°13, mars 2020, p. 124-141,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2020/03/18/medecins-sans-frontieres-doit-elle-rejoindre-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-651-5